

Refondons l'école



« Nous avons besoin de la France et du Mali unis »



Samedi 2 février, Bamako

N° 682
DU 9 AU 15 FÉVRIER 2013

1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Olivier Faure
• CO-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Valerio Motta • RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat • PHOTO • AFP
• MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé
• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 27 500 exemplaires



L'AGENDA

9 février

► Déplacement de Harlem Désir à Turin pour soutenir Pier Luigi Bersani

14 février

► Déplacement de Harlem Désir à Berlin

16 février

► Harlem Désir se rendra à Madrid

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



L'info en continu

Harlem Désir, 5/02/13

Europe

« François Hollande a tracé devant les parlementaires européens une véritable vision pour relancer l'Union européenne et lui permettre de sortir de la crise. Son appel au sursaut lancé aux dirigeants des 27 pays de l'UE est la voix dont l'Europe avait besoin. Je salue en particulier l'engagement courageux en faveur d'une nouvelle architecture européenne et d'une Union différenciée, dotée de plus grandes ressources propres, pour aller de l'avant et relancer la construction européenne. »

Jean-Christophe Cambadélis, 5/02/13

Projet européen

« Le discours du président de la République a été l'occasion d'un retour aux fondamentaux du projet européen. Le président français a appelé à plus d'ambition et à plus de solidarité. En pointant les risques de corrosion du projet européen par les égoïsmes nationaux, François Hollande n'a esquivé aucun sujet. En évoquant la responsabilité de l'Europe sur la scène internationale, notamment dans les initiatives qui pourraient être prises au Proche-Orient, le président français a appelé l'Europe à être au rendez-vous de la grandeur pour qu'elle soit utile au monde. »

Arnaud Montebourg, 4/02/13

Repreneur

« Nous avons travaillé en liaison étroite avec les élus, mais aussi l'organisation intersyndicale des salariés, qui a fait un très gros travail pour défendre l'outil de travail. »

DISCOURS DE FRANÇOIS HOLLANDE, BAMAKO LE 2 FÉVRIER 2013

« La France à la hauteur de son histoire »



« Monsieur le président du Mali, vous venez à l'instant de remercier la France à travers ma personne, à travers le gouvernement ici représenté. J'y suis sensible. J'en suis fier. Mais à mon tour d'exprimer au peuple malien toute ma gratitude pour son accueil exceptionnel. Tout au long de cette journée commencée à Mopti, poursuivie à Tombouctou, se terminant ici à Bamako et partout les mêmes clameurs, la même ferveur pour dire "Vive la France et vive le Mali !".

Oui, c'est vrai, j'ai pris une décision grave le 10 janvier d'engager les soldats français avec les soldats maliens. C'était l'appel que m'avait lancé le président Traoré. C'était le devoir de la France qui agissait au nom de la communauté internationale avec le soutien des pays européens dans le cadre des Nations unies. Oui, nous devions être là parce que ce qu'il était important de combattre, c'était le terrorisme. Le terrorisme ici au Mali, le terrorisme en Afrique de l'Ouest, le terrorisme partout. Agissant ainsi, la France était à la hauteur de son histoire, de la République, des droits de l'Homme et donc de la démocratie.

Depuis cette date du 10 janvier, de l'intervention de la France, ville après ville, village après village, les armées du Mali et de la France appuyées par les pays de l'Afrique de l'Ouest rendent enfin au Mali son unité, son intégrité et sa force.

Oui, le terrorisme a été repoussé, il a été chassé mais il n'a pas encore été vaincu. Je veux saluer devant vous le sacrifice des soldats maliens. Je pense aussi au Commandant Damien Boiteux, mort pour la liberté et dont je m'honore de dire que, ici, beaucoup de parents maliens ont appelé leur enfant Damien en souvenir du sacrifice qui fut le sien.

La France est à vos côtés, non pas pour servir, je ne sais quel intérêt, nous n'en avons aucun, non pas pour protéger telle ou telle faction, ou pour tel ou tel parti du Mali... Non, nous sommes à vos côtés pour le Mali tout entier et pour l'Afrique de l'Ouest. Nous nous battons ici pour que le Mali vive en paix et en démocratie. Et vous avez donné la meilleure des images aujourd'hui avec votre chaleur, avec votre ferveur mais aussi avec votre douleur pendant tous ces mois où le fanatisme a sévi dans le nord du Mali.

Nous nous battons en fraternité, Maliens, Français, Africains parce que moi je n'oublie pas que lorsque la France a été elle-même attaquée, lorsqu'elle cherchait des soutiens, des alliés, lorsqu'elle était menacée de son unité territoriale, qui est venu alors ? C'est l'Afrique, c'est le Mali. Merci, merci au Mali. Nous payons aujourd'hui notre dette à votre égard.

Mais je vous l'ai dit, le combat n'est pas terminé. Les groupes terroristes sont affaiblis, ils ont subi de lourdes pertes mais ils n'ont pas disparu. Alors qu'avons-nous à faire ? Continuer, poursuivre. Et la France restera avec vous le temps qu'il faudra c'est-à-dire le temps que les Africains eux-mêmes prendront à travers la MISMA pour nous suppléer, pour nous remplacer. Mais jusque-là, nous serons à vos côtés, jusqu'au bout, jusqu'au nord Mali. Mais je vous l'avoue aussi, parce que c'est le respect que je vous dois, la France n'a pas vocation à rester ici au Mali, parce que ce sont les Maliens eux-mêmes, les Africains qui assureront la sécurité, l'indépendance, la souveraineté. C'est ainsi que je conçois les relations entre la France et l'Afrique. Le respect, la démocratie, la transparence. C'est avec vous maintenant qui allez porter votre destin.

Je m'exprime ici devant le monument de l'indépendance, pour rendre hommage à votre histoire mais aussi pour vous dire que votre pays va connaître une nouvelle indépendance qui ne sera plus, cette fois, la victoire sur le système colonial mais la victoire sur le terrorisme, l'intolérance et le fanatisme.

Voilà votre indépendance.

La France est aux côtés du Mali par ses soldats mais elle est aussi aux côtés du Mali par son aide, par son soutien. Nous avons décidé d'être à vos côtés pour vous accompagner dans le redressement économique ; dans la renaissance de vos services publics, pour l'éducation, la santé, la sécurité. Nous contribuerons à la réédification des sites culturels maliens.

Nous ne serons pas seuls à le faire, l'Europe est à vos côtés. La communauté internationale est avec vous, l'UNESCO représentée par sa Directrice générale est là aussi parce que nous ne pouvons pas accepter ce qui s'est passé à Tombouctou : des lieux saints qui ont été hélas souillés, des monuments qui ont été profanés, des documents historiques qui ont disparu... Nous les reconstituerons avec vous. Parce que c'est le patrimoine du Mali mais aussi parce que c'est le patrimoine de toute l'humanité que vous avez en charge. Je connais les souffrances qu'a provoquées l'occupation des villes du nord du Mali.

Ceux qui se sont associés aux groupes terroristes devront répondre de leur crime. Devant la justice, il ne doit pas y avoir d'impunité pour ces actes. Mais



c'est à la justice malienne, à la justice internationale, à la Cour pénale de faire en sorte qu'il puisse y avoir la juste sanction de ces crimes. Mais la justice n'est pas la vengeance. Ce n'est pas l'exaction. Aucune souffrance ne peut expliquer le pillage ou une exaction. On ne répare par une injustice par une autre injustice. Vous devez être exemplaires. Vous êtes regardés par toute la communauté internationale. Oui, nous devons châtier les criminels, les terroristes mais nous devons le faire, vous devez le faire avec le respect des droits de l'Homme, ceux-là même qui ont été bafoués, floués par les terroristes.

Dans cet esprit de confiance à l'égard du Mali, je sais l'effort qu'il reste à faire : retrouver l'intégrité territoriale de tout le Mali. Aucune ville, aucun village ne doit être occupé par les terroristes et échapper à la souveraineté du Mali. Oui, nous avons aussi à engager ce processus de sécurité par la MISMA, par les forces africaines. Oui, vous avez à faire la transition politique, la démocratie, les élections. Faites de belles élections au mois de juillet. Montrez à toute l'Afrique, à tout le monde que le Mali est un exemple et faites en sorte que la France puisse se dire que ce que vous faites ici au Mali méritait bien le sacrifice de nos soldats.

Ce qui se joue aussi, c'est la relation entre l'Europe et l'Afrique. Nous avons besoin de nos deux continents ensemble pour assurer l'avenir. Nous avons besoin de la communauté internationale, nous avons besoin

des aides qui viendront de partout pour vous. Et puis nous avons besoin de la France et du Mali unis, ensemble, les deux peuples qui se retrouvent dans les mêmes fondements, dans les mêmes valeurs.

J'ai parlé aux Maliens qui vivent en France. Je leur ai promis que je viendrai ici à Bamako pour leur dire, pour vous dire que ce que nous avons à faire ensemble est plus grand que nos deux peuples, c'est de montrer que le terrorisme peut être vaincu, que la démocratie peut prévaloir et que les droits de l'Homme valent partout, sur tous les continents et que nous sommes, les uns les autres, unis par le sang versé, unis par la décision que nous avons prise ensemble, unis avec les Nations unies, unis ensemble.

Faites en sorte, amis Maliens de réussir jusqu'au bout votre nouvelle indépendance. La France est avec vous. La France est à vos côtés. La France est fière de vous. Et moi, je veux ici vous dire que je viens de vivre la journée la plus importante de ma vie politique. Parce que, à un moment, une décision doit être prise, elle engage la vie d'hommes et de femmes. Cette décision, je l'ai prise au nom de la France. Cette décision, elle honore la France et à travers les clameurs, la ferveur, le soutien que vous m'apportez, c'est à toute la France que vous donnez votre plus grand hommage.

Merci peuple malien. Vive le Mali. Vive la France. Vive l'amitié entre le Mali et la France. Merci. »

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL

Refondation de l'école

En présence de Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, le Bureau national a réaffirmé que le combat pour l'École de la République est au cœur de l'identité des socialistes. Il était au cœur des engagements présidentiels de François Hollande, il est aujourd'hui au cœur de l'action du gouvernement : tenir la promesse républicaine faite à la jeunesse de notre pays, et agir pour que les générations présentes et à venir vivent mieux que celles qui les ont précédées. Pendant dix ans, l'école a souffert, abîmée par la droite, méprisée par le sarkozysme. Il était donc urgent que l'école redevienne la priorité nationale

qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être. C'est tout le sens de la loi pour la refondation de l'école portée par Vincent Peillon qui a pour double objectif de donner à tous les enfants les moyens de réussir, en réduisant les inégalités sociales et territoriales, et de revaloriser le métier d'enseignant. Elle est l'aboutissement de la grande consultation nationale qui a eu lieu pendant tout le second semestre 2012. Le Parti socialiste est fier des réformes engagées pour la réussite des tous les enfants de notre pays. (cf. page 4)

ACTUALITÉ

Loi famille

Alors que le débat se poursuit à l'Assemblée nationale sur le droit au mariage pour tous, le gouvernement a rappelé que la question de la procréation médicalement assistée (PMA) sera abordée dans la future loi famille présentée avant la fin de l'année. Cette loi interviendra après l'avis du Comité consultatif national d'éthique (CCNE), qui sera probablement rendu début octobre. « Je précise qu'il y aura une seule loi portant sur l'ensemble des questions portant sur

la famille, que cette loi comprendra la proposition du gouvernement sur la PMA, que le débat n'interviendra qu'après la connaissance de l'avis du Conseil national d'éthique et donc avant la fin de l'année » a indiqué le ministre chargé des relations avec le Parlement Alain Vidalies. La consultation du CCNE sur cette question était une promesse de François Hollande à l'Union nationale des associations familiales qu'il avait reçue fin janvier.

Notre position est que nous préférons conserver nos capacités de raffinage plutôt que d'être obligés d'importer du pétrole raffiné. C'est une raffinerie qui perd de l'argent, nous avons donc dit que l'État était disponible pour accompagner un repreneur. »

Juliette Méadel, 5/02/13

Petroplus

« Alors que le précédent gouvernement avait fait semblant d'intervenir, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault et le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg ont répondu par un engagement constant pour trouver un repreneur en France et à l'étranger pour Petroplus. Le gouvernement s'est déclaré prêt à soutenir toute offre de reprise viable par une prise de participation minoritaire du FSI dans l'entreprise. C'est un acte fort de volontarisme industriel. »

Najat Vallaud-Belkacem, 4/02/13

Débat

« J'attendais de l'opposition qu'elle ait à cœur de faire valoir sa conception de la famille, de l'égalité, de la société. En réalité cette conception, ce grand discours de réponse à celui de Christiane Taubira, n'est jamais venu. La hauteur de vue qu'on pourrait attendre d'une formation politique comme celle-là, je crains qu'elle ne vienne pas. C'est une espèce de guérilla permanente qui se déroule en ce moment à l'Assemblée nationale, à coups d'amendements, cinq mille amendements, dont beaucoup sont au mieux totalement superflus voire scandaleux. »

REFONDATION DE L'ÉCOLE



Une école juste pour tous et exigeante pour chacun



Réinvestir dans les moyens humains

- Création de 60 000 postes dont 54 000 pour le ministère de l'Éducation nationale
- Réforme de la formation initiale des enseignants, création des écoles supérieures du professorat et de l'éducation
- Création des emplois d'avenir professeur
- Renforcement de l'attractivité du métier d'enseignant



Favoriser la réussite de tous dans le second degré

- Rénovation du collège unique
- Renforcement du service public de l'orientation
- Valorisation de l'enseignement professionnel et réforme de la carte des formations professionnelles initiales
- Évolution et rééquilibrage des filières du lycée d'enseignement général et technologique



Donner la priorité à l'école primaire

- Rééquilibrage des moyens en faveur du primaire
- Réforme des rythmes scolaires
- Redéfinition des missions de l'école maternelle et développement de l'accueil des moins de trois ans
- Mise en place du dispositif « plus de maîtres que de classes »



Faire entrer l'école dans l'ère du numérique

- Création d'un service public de l'enseignement numérique
- Mise en place d'une éducation au numérique
- Formation des personnels au et par le numérique
- Développement de ressources pédagogiques numériques accessibles à tous



Améliorer le climat scolaire

- Prévention et lutte contre les violences scolaires : mise en place des assistants de prévention et de sécurité, installation de la délégation ministérielle de prévention
- Redynamisation des instances consultatives et de la vie associative des écoles et établissements



Faire évoluer le contenu des enseignements, leur organisation et leur évaluation

- Redéfinition du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, création d'un Conseil supérieur des programmes
- Nouveaux contenus d'enseignement : enseignement moral et civique, parcours d'éducation artistique et culturelle, langue vivante dès le CP
- Évolution des modalités d'évaluation et de notation
- Amélioration de la progressivité des apprentissages : réorganisation des cycles, réduction du nombre de redoublements, transition école-collège



Renforcer les politiques de réussite éducative

- Refondation de l'éducation prioritaire
- Aide aux élèves en difficulté
- Lutte contre le décrochage scolaire
- Accueil des élèves en situation de handicap

Le PS vous propose de devenir un acteur du changement.

Pour participer aux débats et soutenir le mouvement, rejoignez le PS.

Je soutiens le changement, j'adhère au PS et joins un chèque de 20€

Je souhaite prendre contact avec les socialistes
 Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

parti-socialiste.fr/adherer

Renvoyer ce coupon à Parti socialiste 10, rue de Solférino - 75007 Paris

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal

Ville

